

Aménager les bidonvilles
de Port-au-Prince
Page 3

Droits de scolarité :
deux économistes
en débat
Page 4

Chantal Du Pont,
« territoires intimes »
Page 11

Le journal de
l'Université du Québec
à Montréal

L'UQAM

Volume XXXIII
Numéro 13
19 mars 2007

La Nuit de la philo

Un festin intellectuel de 24 heures!

Claude Gauvreau

Quel est le plus grand événement consacré à la philosophie en Amérique du Nord? Un congrès international rassemblant quelques centaines de spécialistes? Erreur, c'est *La Nuit de la philosophie*, marathon d'activités de 24 heures qui s'adresse tant aux connaisseurs qu'aux novices. Sa troisième édition se déroulera au pavillon Judith-Jasmin, à compter de 10h le samedi 24 mars, jusqu'au lendemain matin.

Organisé par des étudiants de maîtrise en philosophie et en science politique de l'UQAM, ce festin intellectuel (400 heures simultanées de réflexion et de divertissement) avait remporté un vif succès l'hiver dernier, attirant 3 500 personnes. Cette année, ses organisateurs en attendent 5 000 et proposent plus de 125 activités libres et gratuites: ateliers de discussion, conférences, théâtre, expositions, spectacle de chansons, jeux interactifs et projections de films en partenariat avec la Cinémathèque québécoise.

«Nous voulons rendre la philoso-



Photo: Nathalie St-Pierre

Les étudiants Jean-François Landry (maîtrise en science politique) et Frédéric Legris (maîtrise en philosophie), deux des organisateurs de *La Nuit de la philosophie*.

phie accessible au plus grand nombre en la sortant de son cadre institutionnel habituel, souligne Frédéric Legris, étudiant à la maîtrise en philosophie

et l'un des organisateurs de l'événement. L'objectif est de la faire découvrir au grand public tout en érigeant des ponts entre celui-ci, les étudiants

et les enseignants des universités et cégeps.»

En participant à des conférences et ateliers de discussion, les visiteurs

Le Sciences Express souffle cinq bougies

Dominique Forget

Michel Jébrak était encore doyen intérimaire à la Faculté des sciences à l'hiver 2002, quand l'idée lui est venue de lancer un bulletin qui ferait rayonner les succès de la Faculté à l'extérieur des murs de l'Université. Cinq ans plus tard, force est de constater que son initiative a porté fruit. À ce jour, le *Sciences Express* a publié 52 numéros et 1 000 articles qui ont contribué, à leur façon, à consolider la place de la Faculté sur la scène québécoise de la recherche.

«Au départ, le bulletin présentait surtout des nouvelles brèves, par exemple sur l'octroi de subventions à nos chercheurs», raconte Julie Martineau, responsable des communications à la Faculté des sciences et rédactrice en chef du *Sciences Express*. «Avec le temps toutefois, le format des textes a évolué vers des articles plus complets de vulgarisation scientifique.»

La publication a d'ailleurs permis à une quarantaine d'étudiants de se faire la main à l'écriture, par le biais du programme Éclats, du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG). Jusqu'à récemment, ce programme permettait de recruter des étudiants doués pour les communications, de les former et de les rémunérer pour rédiger des articles sur la recherche appuyée par le CRSNG.

Leurs textes et ceux de Julie Martineau ont eu des échos tant au Québec qu'à l'étranger. C'est un peu grâce à un papier paru dans le *Sciences Express* si René Roy a mérité le titre de «Personnalité de la semaine» dans *La Presse* et qu'il a fait l'objet d'un reportage à l'émission *Découverte*. «En travaillant de près avec les membres de la Faculté, je garde toujours l'oreille ouverte pour des histoires qui méritent d'être soulignées», dit Julie Martineau, qui est aussi présidente de l'Association des communicateurs scientifiques du

Québec. «Quand j'ai entendu parlé du vaccin mis au point par René Roy, j'ai tout de suite allumé.»

Plusieurs autres professeurs de la Faculté des sciences ont profité des retombées d'un article dans le bulletin électronique. À titre d'exemple, deux compagnies françaises ont contacté Benoit Marsan, professeur au Département de chimie, pour en savoir plus sur son projet de peinture antistatique. Jérôme Clavierie, du même département, a vu une étudiante frapper à sa porte pour lui demander d'entreprendre un doctorat. Il a aussi été invité à l'émission *Les Années lumière* de Radio-Canada.

«L'édition parisienne du journal *Métro* a même repris une nouvelle à l'effet que Ross Stevenson, professeur au Département des sciences de la Terre et de l'atmosphère, avait découvert la plus vieille roche volcanique du monde», se félicite Julie Martineau.

Pour l'avenir, la responsable des



Photo: Nathalie St-Pierre

Julie Martineau

communications songe à intégrer des extraits audio ou vidéo au bulletin électronique. «Ils pourraient être téléchargés et écoutés en baladodiffusion», souhaite-t-elle •

pourront s'initier aux rudiments de la philosophie politique, de la philosophie de l'histoire ou de la philosophie cognitive. Des chercheurs et des créateurs de divers horizons – sociologie, science politique, droit, biologie, arts et littérature – seront invités par ailleurs à illustrer le caractère multidisciplinaire de la philosophie en montrant comment elle est partie intégrante de leur travail.

Un pas de danse philosophique...

Pour cette troisième édition, les organisateurs ont mis l'accent sur le volet international, en partenariat avec l'Agence universitaire de la francophonie (AUF). À la suite d'un concours lancé par cet organisme, des étudiants de différents pays participeront à des vidéoconférences organisées depuis Montréal et présenteront des textes philosophiques susceptibles de provoquer une réflexion critique. Une trentaine de textes ont déjà été reçus en provenance notamment de la France, de la Roumanie, de l'Ukraine, de l'Algérie, du Cameroun et de l'Égypte. Les meilleurs d'entre eux seront publiés par l'AUF et mis en ligne sur le site Internet de *La nuit de la philosophie*, précise Jean-François Landry, étudiant à la maîtrise en science politique et membre du comité organisateur.

«Il s'agit de créer un point de rencontre entre jeunes philosophes de pays du Nord et du Sud. Le pas de danse philosophique sera donné à l'UQAM pour être repris ailleurs dans le monde», explique M. Bonaventure Mvé-Ondo, vice-recteur à la régionalisation de l'AUF.

L'Agence présentera en outre une vidéoconférence de Dominic Wolton, chercheur au CNRS en France et directeur de la revue *Hermès*, sur «La francophonie ou l'avenir du monde». Quatre autres vidéoconférences-débats sont aussi prévues autour des thématiques de la diversité culturelle et du dialogue des cultures, des nouveaux défis identitaires à l'heure de la mondialisation, des outils de la pensée et de leurs critiques, et de la

Suite en page 2 ►

Prix littéraire Radio-Canada pour Rachel Leclerc



Rachel Leclerc, écrivaine en résidence à l'UQAM cet hiver, a remporté le 23 février dernier le premier prix de la catégorie poésie des Prix littéraires Radio-Canada, pour son ensemble de poèmes *If*, qui fera partie d'un recueil intitulé *Demains*, à paraître aux Écrits des Forges.

Cette suite poétique, qui lui vaut un prix en argent de 6 000 \$ offert par le Conseil des Arts du Canada, a été écrite durant les mois où l'auteure subissait des traitements de chimiothérapie. La plupart de ces poèmes sont traversés par une figure centrale, celle du médecin; ils sont d'ailleurs dédiés aux deux médecins qui ont soigné Mme Leclerc.

Le jury, composé des auteurs Émile Martel et Louise Dupré, professeure au Département d'études littéraires, et du chanteur et poète Fredric Gary Comeau, ont souligné la grande force poétique, la précision et la puissance des images des poèmes de Rachel Leclerc. «On en tire une grande émotion, soutenue par une musicalité qui accompagne un souffle lyrique évoquant des versets presque incantatoires», ont-ils commenté.

Les Prix littéraires de Radio-Canada sont les seuls à récompenser des œuvres originales et inédites au Canada dans trois catégories (récit, poésie et nouvelle) en français et en anglais.

Metteures en scène d'ici et d'ailleurs

Pierre-Etienne Caza

«Si c'était à refaire... je ne le referais pas!», affirme en riant Josette Féral à propos de *Voix de femmes*, troisième tome de sa série d'entrevues intitulée *Mise en scène et jeu de l'acteur* (Québec Amérique). L'ouvrage de 574 pages a nécessité huit années de travail à la professeure de l'École supérieure de théâtre et ses collaborateurs, afin de recueillir, retranscrire, faire approuver, corriger puis éditer les témoignages de 29 metteures en scène provenant de 14 pays. Au cœur de ces entretiens: l'évolution du métier et le fait d'être une femme dans un univers encore majoritairement composé d'hommes.

À ce jour, aucun ouvrage n'avait été consacré aux metteures en scène, même si celles-ci composent près de 30 % de la profession sur la scène occidentale. «Elles ne sont pas toutes reconnues internationalement, mais elles sont très connues dans leur pays», précise Mme Féral à propos des femmes qu'elle a interrogées et qui sont âgées de 35 à 75 ans. «Nos entretiens traversent donc les générations, les cultures, les esthétiques et les langues, et ils témoignent de diverses expériences de vie», écrit-elle en avant-propos.

«J'ai d'abord voulu vérifier s'il existait une différence d'esthétique entre les hommes et les femmes, explique Mme Féral. La réponse est non. Certaines possèdent une esthétique traditionnelle, alors que d'autres privilégient une esthétique d'avant-garde, comme chez les hommes.»

Les parcours et difficultés rencontrés, par contre, montrent des différences marquées. «Si la plupart des femmes se considèrent d'abord comme des artistes et souhaitent qu'on les juge comme telles – et non



en tant que femmes –, elles reconnaissent toutes (...) que dans l'ombre des coulisses ou au grand jour, face aux institutions, elles ont, à un moment ou à un autre, pris conscience d'une certaine discrimination. Quelques-unes nous l'ont dit clairement, d'autres nous l'ont affirmé en privé, ne voulant pas l'avouer sur la place publique», écrit Mme Féral, toujours en avant-propos de son ouvrage.

Selon elle, les structures ne favorisent pas encore l'intégration des femmes metteures en scène. «Je pense notamment à Elisabeth Schweeger, dont la nomination au Théâtre de Francfort a suscité l'hystérie, raconte-t-elle. Ou encore aux principaux théâtres institutionnels de Paris, qui étaient tous dirigés par des hommes jusqu'en août dernier, alors qu'une femme a pris la direction de la Comédie-française... une nomination dont les motifs semblent intéressés. Apparemment, les conseils d'administration, majoritairement composés d'hommes, ont du mal à s'entendre avec les femmes dans ce milieu.» *Voix de femmes*, qui trace le portrait de la mise en scène au féminin en Occident, suscitera-t-il la controverse dans l'univers théâtral? ●

Les Services alimentaires de l'UQAM lançaient récemment le programme nutritionnel *Défi Vitalité* qui vise à promouvoir auprès de la communauté universitaire une alimentation saine et équilibrée. Les aires de restauration et les distributeurs automatiques offriront désormais des choix de produits alimentaires dont les valeurs nutritionnelles seront clairement identifiées par différentes couleurs: choix *désir santé* pour les produits comprenant un maximum d'apport nutritionnel (jus 100 % naturel, salades, fruits, yogourts); choix alternatif pour les produits comportant un apport nutritionnel convenable (bar à sandwiches, muffins); choix *occasionnel* pour ceux ayant un apport nutritionnel minimum (boissons gazeuses, frites, pâtisseries).

Inspiré du Guide alimentaire canadien et s'inscrivant dans les orientations de la Politique environnementale de l'UQAM, ce programme éducatif prévoit également un processus d'approvisionnement des denrées alimentaires qui se veut responsable. Il comporte enfin des conseils-santé dont nous pouvons tous bénéficier:

- Consommer des viandes et des volailles maigres, des poissons, des œufs ou encore des légumineuses. Une portion couvrant le tiers de votre assiette suffit comme apport de protéines;
- Privilégier les sucres présents dans les fruits, certains légumes, le lait et le yogourt. La vigilance est de mise en ce qui concerne les desserts sucrés, les friandises et toutes les boissons à forte teneur en sucre;
- Augmenter la consommation de fruits et légumes quelle qu'en soit la forme à raison d'au moins 5 portions par jour;
- Consommer quotidiennement des aliments riches en calcium: produits laitiers faibles en gras, légumes verts, jus enrichis de calcium, amandes, graines de sésame, etc.;
- Surveiller particulièrement les gras saturés et les gras trans que l'on retrouve surtout dans les charcu-

► FESTIN – Suite de la page 1

philosophie comme science morale et politique.

...et ludique

La nuit de la philo ne serait pas ce qu'elle est sans ses nombreuses activités culturelles, ludiques et interactives. Signalons la présence des artistes Renée Claude, Pierrot Fournier et Roger Genois à l'occasion d'un récital-réflexion sur les chansons et les textes de Léo Ferré, Jacques Brel et Georges Brassens. Le spectacle aura lieu à la salle Marie-Gérin-Lajoie, le samedi à 20 h. À noter également le concours de courts métrages philosophiques, lesquels seront projetés pendant la soirée et la nuit.

Tous sont invités à l'Agora du pavillon Judith-Jasmin pour assister au traditionnel et populaire quizz philosophique permettant à des équipes formées d'étudiants de cégeps et d'universités de mesurer leurs connaissances. Quant aux amateurs de théâtre, ils pourront participer à un atelier de création de marionnettes



Photo: Nathalie St-Pierre

Kiosque d'information lors du lancement du programme nutritionnel *Défi vitalité* des Services alimentaires de l'UQAM, en collaboration avec le Centre sportif.

teries, les produits laitiers à teneur élevée en matières grasses, les biscuits, les pâtisseries, etc.;

- Augmenter la consommation de fibres: produits céréaliers à grains entiers, légumineuses, fruits, légumes, noix et graines.

Une alimentation variée et équilibrée, souligne le programme, doit aussi être combinée avec des activités physiques régulières. C'est la recette idéale pour réduire les risques de ma-

ladies tels le diabète, l'hypertension, l'ostéoporose, etc.

À noter que le programme sera disponible dans les restaurants Menu Plaisirs (J-M030, A-M629, D-R100) et les distributeurs automatiques Distribuqam.

Pour de plus amples informations: www.servicesalimentaires.uqam.ca

L'UQAM

Le journal *L'UQAM* est publié par le Service des communications, Division de l'information.

Directeur des communications

Daniel Hébert

Directrice du journal

Angèle Dufresne

Rédaction

Marie-Claude Bourdon, Anne-Marie Brunet, Pierre-Etienne Caza, Dominique Forget, Claude Gauvreau

Photos

Nathalie St-Pierre

Conception de la grille graphique

Jean Gladu, designer

Graphisme

Geneviève Ouellet

Infographie

André Gerbeau

Publicité

Isabelle Bérard
Communications Publi-Services Inc.
(450) 227-8414, poste 300

Impression

Payette & Simms (Saint-Lambert)

Adresse du journal

Pavillon Berri, local WB-5300

Téléphone: (514) 987-6177 • Télécopieur: (514) 987-0306

Adresse courriel

journal.uqam@uqam.ca

Versión Web du journal

www.journal.uqam.ca/

Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0831-7216

Les textes de *L'UQAM* peuvent être reproduits, sans autorisation, avec mention obligatoire de la source.

UQAM

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-ville, Montréal
Québec H3C 3P8

Aménager plutôt que détruire les bidonvilles d'Haïti

Claude Gauvreau

Trois milliards d'êtres humains – la moitié de la population de la planète – habitent désormais dans des villes. Signe de progrès et de croissance? Pas forcément, quand on sait qu'un milliard d'entre eux vivent dans des bidonvilles, pour la plupart dans les pays en développement, et que leur nombre risque de doubler d'ici 20 ans.

L'Agence canadienne de développement (ACDI) vient d'accorder, pour les six prochaines années, une importante subvention de 1 million \$ à trois professeurs associés de l'École des sciences de la gestion, responsables d'un projet qui portera sur le développement urbain durable et la lutte contre la pauvreté dans les quartiers dits «précaires» en Haïti. Dirigé par Paul-Martel Roy (sciences économiques) et ses collègues Jean Goulet et Paul Bodson (études urbaines et touristiques), ce projet est le premier du genre destiné à améliorer les conditions de vie dans les bidonvilles d'un pays du tiers monde.

«L'objectif principal est de créer des programmes de formation et des structures d'appui à l'intention d'organismes publics, d'ONG et de groupes communautaires qui interviennent déjà dans les bidonvilles de Port-au-Prince, explique Paul-Martel Roy. Nos partenaires locaux sont l'Université Quisqueya (UNIQ) de Port-au-Prince et le Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET) d'Haïti.»

S'adapter aux conditions locales

Port-au-Prince compte plus de 350 bidonvilles où s'entassent 1 800 000 personnes sur une population totale de 2 millions et demi d'habitants. Cité Soleil, le plus gros bidonville des Caraïbes, regroupe à lui seul 300 000 individus. «Ces cités sont de véritables micro-sociétés laissées à l'abandon



Photo : Denis Bernier

Les professeurs Paul Bodson, Jean Goulet et Paul-Martel Roy de l'École des sciences de la gestion sont responsables d'un projet de développement urbain durable et de lutte contre la pauvreté dans les bidonvilles de Port-au-Prince en Haïti.

par un État qui dispose de peu de ressources», raconte Jean Goulet. «Il est vrai que la majorité des résidents sont pauvres, vivant de petits travaux et du commerce, mais tous les milieux sociaux y sont représentés. Même des employés et des professeurs d'université habitent dans des bidonvilles», poursuit M. Roy.

Malgré un développement apparemment anarchique, les bidonvilles sont animés par des comités de quartier, structures de pouvoir local, qui ont imposé des règles d'organisation sociale, non codifiées mais partagées par la population. Cela dit, ces quartiers manquent d'infrastructures (aqueducs, système d'égouts, réseau routier) et les problèmes de salubrité publique, comme la gestion des déchets et l'accès à l'eau potable, sont particulièrement criants. C'est pourquoi le Groupe de recherche et d'échanges technologiques, une ONG haïtienne, travaille à mettre en place des fontaines publiques dans diffé-

rents quartiers. Une quarantaine d'entre eux, jusqu'à maintenant, en sont dotés.

Certains décideurs politiques haïtiens, influencés par la vision occidentale du développement urbain, croient que les bidonvilles ne devraient pas exister et considèrent qu'il suffit de les raser et de reconstruire à neuf. «C'est une approche irréaliste qui entraînerait l'expulsion de milliers de personnes et la destruction de modes de vie bien établis, soutient M. Goulet. Les solutions doivent être adaptées aux conditions locales et développées en concertation avec les populations à partir des problèmes et des besoins qu'elles ont elles-même identifiés.»

Cap sur la formation

Au cœur du projet se trouve la création d'un programme de formation de deuxième cycle en «aménagement et développement des quartiers précaires» destiné à des cadres, des professionnels et des étudiants de cycles supérieurs

On prévoit également la tenue de séminaires de formation sur mesure en aménagement et développement local pour les membres des comités de quartier et d'ONG. Ceux-ci pourront compter sur la mise sur pied d'un Centre de référence et d'appui (CRA). «Le Centre sera un levier essentiel pour assurer la diffusion d'information, de travaux de recherche et permettre l'organisation de colloques scientifiques, explique Paul Bodson. Il fournira également de la documentation, des guides d'intervention, des services de consultation, ainsi qu'un suivi d'accompagnement dans la réalisation de projets.»

L'objectif ultime, résume Paul-Martel Roy, est de contribuer à la réconciliation entre l'État haïtien et les populations des bidonvilles qui ont tendance à se méfier des autorités politiques. «La société haïtienne est une société fragmentée, ajoute M. Goulet. Aux dernières élections, 65 partis politiques ont présenté des candidats. L'État haïtien est aussi reconnu par la communauté internationale comme un État faible, désorganisé et en voie de reconstruction. Il a besoin d'aide et surtout de projets de développement à long terme. C'est pourquoi il appuie notre initiative.» ●

en urbanisme. «Il s'agit d'un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) qui sera offert en septembre prochain à l'Université Quisqueya. Cet établissement, situé au centre-ville de Port-au-Prince et entouré de bidonvilles, est renommé pour ses programmes en urbanisme, en gestion et en agronomie», précise M. Roy.



Photo : Jean Goulet

Bidonville à Port-au-Prince.

PUBLICITÉ

Deux économistes de l'UQAM croisent le fer

Marie-Claude Bourdon

Faut-il augmenter les droits de scolarité? Deux professeurs du Département des sciences économiques ont récemment croisé le fer dans les pages du journal *Le Devoir* sur cet enjeu de la campagne électorale. Dans une lettre parue le 5 mars dernier, le professeur Nicolas Marceau et un étudiant à la maîtrise, Pier-André Bouchard St-Amand, prenaient position: les droits de scolarité doivent demeurer faibles. Selon eux, «bien que l'accès à l'université dépende d'une variété de facteurs – famille, quartier, écoles fréquentées –, il va de soi que des droits plus élevés se traduisent par un accès moindre à l'éducation universitaire.»

Malgré une facture plus salée, les taux de fréquentation universitaire sont plus élevés dans d'autres provinces canadiennes, concèdent-ils. Mais on ne peut en conclure qu'une hausse des droits n'aurait aucun effet au Québec, dit Nicolas Marceau. D'autres facteurs sont en jeu. «Si les Québécois sont de plus grands consommateurs de vin que les Ontariens, ce n'est pas parce que le vin est plus cher au Québec», illustre-t-il, mais bien à cause de facteurs culturels. De même, la fréquentation universitaire plus faible au Québec s'explique, selon lui, «par des facteurs historiques, dont la mise en place relativement tardive de notre système publique d'éducation. Or, le fait qu'un ou les deux parents aient fréquenté l'université joue de manière importante dans la décision d'un jeune de la fréquenter aussi», note-t-il dans sa lettre.

Du chemin à parcourir

Selon Nicolas Marceau, le Québec a encore beaucoup de chemin à parcourir pour atteindre les taux d'accès à l'université de pays comme la Norvège, la Suède ou même l'Australie. Si le Québec veut augmenter sa productivité, «il doit avoir pour objectif de hausser son taux de fréquentation universitaire.»

Les deux économistes s'en prennent aussi à l'argument voulant que les droits de scolarité faibles profitent surtout aux classes aisées, qui envoient leurs enfants en plus grand nombre à l'université. «Cet argument n'est pas valable, affirment-ils. Dans un régime à droits faibles, la plus grande part des revenus des universités est financée par l'État, à même les impôts prélevés.» Or, les impôts sont payés en bonne partie par les contribuables les plus riches, ceux-là mêmes qui ont fréquenté l'université.

C'est ici que le professeur Clément Lemelin, spécialiste des aspects économiques de l'éducation et auteur d'une des rares études québécoises sur les effets distributifs du financement public de l'enseignement postsecondaire, avoue s'être «senti interpellé». Dans *Le Devoir* du 12 mars, il revenait à la charge: «Remplacer les droits de scolarité par les subventions publiques aux établissements, c'est faire payer par ceux qui ne vont pas à l'université le coût d'un service dont les principaux



Photo: Nathalie St-Pierre

Nicolas Marceau croit que la proposition du Parti libéral d'augmenter les droits de scolarité de 30 % en cinq ans est «mal avisée».

bénéficiaires sont ceux qui y vont. Or, tant par leur origine que leur devenir social, ceux-ci forment un groupe avantagé, par rapport à ceux-là.»

L'effet mentionné par Nicolas Marceau existe, admet Clément Lemelin. «Les familles les plus riches mettent effectivement plus d'argent dans le système. Mais elles utilisent davantage les services.» Elles envoient davantage d'enfants à l'université et ceux-ci accèdent en plus grand nombre aux programmes les plus chers, comme la médecine. «Pas parce que les enfants des familles riches sont plus intelligents, dit le professeur, mais parce qu'ils sont allés dans les meilleures écoles, qu'ils ont été mieux préparés et mieux encadrés. D'ailleurs, si on a des objectifs d'équité, d'accessibilité et de mobilité sociale, c'est peut-être là, au primaire et au secondaire, qu'on devrait ajouter des ressources.»

Selon Clément Lemelin, maintenir le gel des droits de scolarité équivaut, en dollars constants, à abaisser le niveau de contribution exigé des usagers: un beau cadeau aux plus nantis. «Quand j'allais à l'université, dans les années 60, je payais 540 \$ par année, note-t-il. En dollars constants, cela représenterait 3 500 \$ aujourd'hui. Le problème avec le gel, c'est qu'au lieu d'indexer les droits de 2 ou 3 % par année, on préfère créer des crises de société en les augmentant tout d'un coup, comme c'est arrivé en 1990 quand les droits ont triplé pour atteindre leur niveau actuel.»

Plus d'efficacité

Selon Clément Lemelin, il se pourrait que la hausse des droits de scolarité proposée produise une faible baisse de la fréquentation universitaire – peut-être de l'ordre de 2 ou 3 % –, mais celle-ci ne serait pas nécessairement due à un accès moins grand. «Si l'on

constate une diminution dans les inscriptions, cela pourrait venir d'une plus grande efficacité dans l'utilisation des ressources par les étudiants, moins incités à s'inscrire pour finalement abandonner ou rater des cours.» Il serait également possible d'atténuer l'effet de l'augmentation sur les plus vulnérables en bonifiant l'aide financière aux étudiants, c'est-à-dire en augmentant le niveau de la bourse que touchent les plus démunis. «C'est le contraire qui est arrivé la dernière fois, convient toutefois le professeur. Le gouvernement a haussé les droits de scolarité, puis il a augmenté le montant maximum du prêt, au lieu de la bourse.»

Partisan de l'aide financière dirigée de manière sélective plutôt que de la gratuité comme mesure universelle, Clément Lemelin s'est fermement opposé au projet du gouvernement de sabrer dans les bourses aux étudiants lors de la grève de 2005. Par contre, la proposition des Libéraux d'accroître les droits de scolarité universitaire de 30 % en cinq ans lui paraît «bien avisée, quoique timide». Les droits de scolarité trop faibles, selon lui, sont de nature à faire oublier le coût véritable des études. «Même si on abolissait les droits de scolarité, les études ne seraient pas gratuites, dit-il, car les droits de scolarité ne sont qu'une part, et pas la plus importante, du coût des études: le fait de renoncer à un salaire compte beaucoup plus, surtout quand on a un père qui gagne le salaire minimum. D'où l'importance de cibler l'aide si le but visé est l'accessibilité.»

Son collègue Nicolas Marceau n'est pas du tout d'accord. «Je ne me ferais pas, pour compenser l'effet d'une hausse des droits de scolarité, sur un système d'aide financière plein de trous, qui fait en sorte que des gens



Photo: Nathalie St-Pierre

Clément Lemelin considère cette même proposition «bien avisée, quoique timide».

qui ne devraient pas recevoir d'aide en reçoivent et que d'autres qui en auraient besoin n'y ont pas droit», dit l'économiste, qui remet en question le fait que les revenus des parents soient pris en considération dans le calcul de l'aide à des étudiants de 20 ou 25 ans «majeurs et vaccinés». «Il y a des gens de la classe moyenne qui ne valorisent pas beaucoup l'éducation, ajoute-t-il, et bien des étudiants qui doivent se débrouiller sans soutien familial.»

Baisse de fréquentation?

La fréquentation universitaire a clairement baissé au début des années 1990, après qu'on ait augmenté les droits de scolarité, dit Nicolas Marceau. Vrai, celle-ci a recommencé à augmenter par la suite et, comme le souligne son collègue, sur l'ensemble de la période allant de 1984-85 à 2005-06, le taux d'accès à l'université est passé de 30 % à 41 %. «Mais il est certain que l'augmentation aurait été encore plus forte s'il n'y avait pas eu cette hausse», affirme Nicolas Marceau.

Selon lui, la meilleure façon d'augmenter l'accès à l'université, c'est encore d'en garder le prix bas. «Les étudiants sont relativement pauvres par rapport aux autres personnes dans la société, mais quand ils travaillent

et qu'ils atteignent un bon salaire, ils paient beaucoup d'impôt. Dans une perspective d'équité, c'est très correct parce que les bénéficiaires privés de l'éducation sont d'autant plus taxés qu'ils sont élevés et qu'on épargne ceux pour qui ces bénéficiaires ne sont pas au rendez-vous.»

Nicolas Marceau n'est pas opposé à l'indexation des droits de scolarité. «Mais avant de les augmenter, je serais en faveur d'examiner la tarification d'autres biens ou services, comme l'eau ou l'électricité. Augmenter le tarif de l'électricité aurait l'avantage de réduire la consommation, ce qui est positif. Mais c'est justement ce qu'on ne veut pas faire avec l'éducation postsecondaire: on ne veut pas faire baisser la demande.»

Conjonctures

Selon Clément Lemelin, cette baisse, si elle devait avoir lieu, serait de faible ampleur à cause de la tendance à l'augmentation de la fréquentation universitaire qu'on observe partout dans le monde. «Entre 1999 et 2004, il y a eu une augmentation de 20 % de l'effectif universitaire au Québec, qui est passé de 137 000 à 165 000, et cela malgré une conjoncture économique relativement favorable et un taux de chômage peu élevé, des conditions qui ont généralement pour effet de faire baisser la fréquentation universitaire», note le professeur.

Nicolas Marceau rétorque qu'au début des années 1990, malgré un contexte économique difficile qui aurait dû se traduire par une augmentation de la fréquentation, il y a eu une baisse de la fréquentation. «Et cette baisse n'est explicable que par la hausse des droits puisque les autres facteurs allaient dans le sens d'un accroissement.»

Les deux économistes ne s'entendent pas sur les effets que pourrait avoir une augmentation des droits de scolarité, mais tous deux croient à l'importance du soutien gouvernemental aux universités. «Le système laissé à lui-même ne serait pas efficace, précise Clément Lemelin. Le gouvernement doit financer une partie de l'enseignement supérieur. D'ailleurs, il y a des coûts reliés aux universités qui ne doivent pas être assumés par les étudiants, comme celui de la recherche. Les universités ont des retombées qui sont bonnes pour l'ensemble de la société et il est normal pour la société d'en payer le prix.» ●

PUBLICITÉ

Premier bilan environnemental de l'UQAM

Dominique Forget

Trois ans après l'adoption de la Politique environnementale de l'UQAM, le Comité institutionnel chargé de voir à sa mise en œuvre rend public un premier bilan. «Il s'agit en quelque sorte d'une photo instantanée, dressant le portrait de la situation environnementale de l'UQAM, en date du 31 mai 2005», explique Cynthia Philippe,

conseillère en développement durable de l'Université. «Ce premier bilan nous servira de point de référence, pour suivre l'évolution de notre performance au fil des années. C'est en quelque sorte le point zéro qu'on vient de tracer.»

Pour esquisser ce portrait, l'équipe s'est basée sur un outil mis au point dans l'Ouest canadien, baptisé *Campus Sustainability Assessment Framework*

EN VERT ET POUR TOUS

Une nouvelle peinture qui plaît à tous



Photo : Nathalie St-Pierre

Depuis janvier 2006, la peinture à l'eau utilisée à l'UQAM ne contient aucun solvant ou composé organique volatil (COV). Produite au Québec, cette peinture sans effet nocif pour l'environnement dégage des odeurs moins incommodantes, qui s'estompent rapidement.

Cela profite en premier lieu aux peintres eux-mêmes, Mario Lévesque et Patrick Bellemare, mais également aux usagers de l'UQAM. «Les travaux de peinture ont lieu le jour, précise Christian Ekemberg, technicien en aménagement à l'Entretien des composantes architecturales du Services des immeubles et de l'équipement. Par le passé, certaines personnes, plus sensibles aux odeurs de solvant, se plaignaient. Or, jusqu'à maintenant, nous n'avons eu que des bons commentaires.» En revanche, la peinture sèche plus rapidement. Les peintres ont donc dû modifier leurs méthodes de travail en conséquence, travaillant sur de plus petites surfaces à la fois.

«La nouvelle marque, Sico Ecosource, est un peu plus chère que l'ancienne, mais elle couvre 20 % plus de surface, ce qui n'entraîne donc pas de coûts additionnels», affirme M. Ekemberg. Le budget annuel d'achat de peinture de l'UQAM se chiffre à 10 000 \$.

«Nous tentons présentement de remplacer la peinture à l'huile utilisée pour les portes extérieures, les rampes d'accès et le métal, ajoute-t-il. Bientôt, 95 % des produits utilisés pour la peinture seront sans solvant.» Ces initiatives de l'Entretien des composantes architecturales ont été bien accueillies par les architectes de la Planification, aménagement et gestion des espaces, entre autres, qui imposent désormais aux fournisseurs de l'UQAM les mêmes standards. Un effet domino qui rapportera à tous!

Pierre-Etienne Caza



Photo : Nathalie St-Pierre

Cynthia Philippe, conseillère en développement durable de l'Université et Ginette Legault, vice-rectrice aux Ressources humaines.

(CSAF). Il s'agit essentiellement d'une série d'indicateurs développés spécialement pour l'évaluation des institutions d'enseignement supérieur, en regard au développement durable.

A priori, l'outil a été conçu pour les petits campus comptant moins de cinq bâtiments. Le Comité de l'UQAM l'a adapté, retenant 95 indicateurs parmi ceux proposés. «Avec les années, nous allons bonifier la grille pour qu'elle réponde le mieux possible à nos besoins», précise Ginette Legault, vice-rectrice aux Ressources humaines et responsable de l'application de la Politique. Elle ajoute que plusieurs autres grandes universités ont retenu les indicateurs du CSAF pour évaluer leur performance, dont l'Université Concordia, l'Université de Sherbrooke, l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard et l'Université Waterloo.

Trois volets

À souligner : l'outil ne se limite pas à l'évaluation de la performance environnementale proprement dite, mais s'intéresse aux trois volets du développement durable qui regroupent aussi des préoccupations d'ordre social et économique.

Ainsi, sur le plan socio-économique, 26 indicateurs ont permis de jauger la santé et le bien-être des Uqamiens, les services de transport en commun offerts à la communauté ou encore les ressources humaines et financières allouées au développement durable à l'UQAM. Le bilan nous apprend notamment que 18,4 % des Uqamiens participent aux activités de récréation offertes sur le campus, principalement celles du Centre sportif; que 1,8 % des cours de premier cycle incluent des notions liées au développement durable et que 0,04 % du budget global de l'Université est alloué à la mise en œuvre de la Politique environnementale.

Le reste des indicateurs se rapporte plus directement à l'impact des activités du campus sur les écosystèmes. Il est question de l'eau, de l'air, du sol et des matières résiduelles.

Un travail toujours en cours

Pour un très grand nombre d'indicateurs, le bilan reste incomplet, faute de données disponibles. Impossible, par

exemple, de chiffrer la consommation d'eau sur le campus, vu l'absence de compteurs. Impossible également de faire un bilan de la réduction de l'utilisation de produits chimiques dans les laboratoires. «On nous promet que dorénavant, ce genre de données sera comptabilisé», dit Cynthia Philippe, qui est diplômée de la maîtrise en environnement à l'UQAM. «C'est ce que nous espérons : que le bilan sensibilise les acteurs clés à l'importance de compiler les données et de faire des choix responsables.»

Cynthia Philippe et Ginette Legault soulignent que l'UQAM est l'une des

premières universités québécoises à se doter d'une stratégie environnementale et d'un tel plan de suivi. «Ce n'est qu'une question de temps avant que cela devienne incontournable sur tous les campus, croit Ginette Legault. Éventuellement, on peut penser qu'il existera une grille commune que toutes les universités utiliseront, par le biais de la CRÉPUQ, par exemple. Pour l'instant, nous débroussaillons le terrain.»

Le bilan sera disponible en ligne sous peu, à l'adresse suivante : www.environnement.uqam.ca

PUBLICITÉ

Prix Reconnaissance UQAM 2007

Le Gala Reconnaissance UQAM 2007 aura lieu le 9 mai prochain, à l'hôtel Delta Centre-Ville. À cette occasion, les sept Facultés/École de l'UQAM, ainsi que la TÉLUQ, remettront chacune un Prix Reconnaissance à l'un de leurs diplômés.

Symbole par excellence de la réussite et de l'engagement, le Prix Reconnaissance UQAM est une récompense qui souligne la qualité exceptionnelle du parcours professionnel de diplômés de l'UQAM qui, par leurs réalisations et leur engagement, contribuent au développement de leur secteur d'études, de leur sphère d'activité professionnelle ainsi qu'au rayonnement de leur *alma mater*.

Le Journal L'UQAM proposera le portrait de deux de ces lauréats à chaque parution d'ici le 9 mai.

Guy Cournoyer : star de la Commission Gomery

Pierre-Etienne Caza

En 20 ans de pratique, sa carrière d'avocat compte d'innombrables réalisations, mais la plus marquante, et de loin, est son rôle à titre de conseiller juridique associé à de la Commission d'enquête sur le programme de commandes et les activités publicitaires, mieux connue sous le nom de Commission Gomery. «C'est l'expérience professionnelle d'une vie», avoue M^e Guy Cournoyer, lauréat du prix Reconnaissance UQAM 2007 décerné par la Faculté de science politique et de droit.

Pas de doute, les audiences télévisées de la Commission Gomery ont fait une célébrité de l'avocat âgé de 43 ans. «Il ne faut pas boudier son plaisir, affirme en riant M^e Cournoyer. Quand on a travaillé 18, 19 ou 20 heures par jour, sept jours par semaine pendant plus de deux ans, on est bien heureux de se faire arrêter sur la rue pour recevoir les félicitations des gens.» Il tient tout de même à souligner l'apport précieux de ses collègues. «Le commissaire et les procureurs ne sont que la partie visible de la commission, précise-t-il. Il y a un travail d'équipe formidable là-dessous, soit environ une vingtaine de juricomptables et dix avocats juniors.»

La Commission Gomery était la troisième commission d'enquête à laquelle participait M^e Cournoyer. «Contrairement à la dynamique d'un procès, il n'y a pas de stratégies de représentation et les techniques d'interrogatoire sont modifiées, explique-t-il. La curiosité insatiable est permise et je prends un malin plaisir à être le curieux de service.»

Il croit que l'aspect spectaculaire de la Commission Gomery ne doit pas faire oublier qu'il s'agissait d'un exercice démocratique hors du commun, ajoutant que pour une rare fois, les téléspectateurs ont pu se forger leurs propres opinions sans l'intermédiaire des médias. «Ils écoutaient les témoignages en même temps que nous, dit-il. Cela non plus n'est pas banal!»

Un retour à la maison

Le prix Reconnaissance décerné par la Faculté de science politique et de droit de l'UQAM l'émeut. «C'est difficile de verbaliser ce que je ressens, confie-t-il après un long silence. C'est comme un retour à la maison, explique-t-il. Lorsque notre *alma mater* reconnaît ce qu'on a fait dans notre carrière, cela fait chaud au cœur.»

M^e Cournoyer affirme qu'il avait choisi d'étudier à l'UQAM pour plusieurs raisons, entre autres parce que la dimension sociale du droit l'intéressait, que le travail d'équipe y était valorisé et que les stages étaient axés sur la pratique réelle, opportunité rare



Photo: Anthony Rancourt

M^e Guy Cournoyer, lauréat du Prix Reconnaissance UQAM 2007 de la Faculté de science politique et de droit.

à l'époque. «C'est aussi parce que des amis de ma région s'y étaient inscrits, avoue-t-il. L'un de ceux-là était René Côté, le doyen de la Faculté de science politique et de droit, avec qui j'ai été

dié au Séminaire, puis au cégep de Saint-Hyacinthe.»

Un coup de foudre

Étudiant au baccalauréat en sciences

juridiques de l'UQAM au milieu des années 80, Guy Cournoyer se destinait au droit du travail. «J'ai vécu mon chemin de Damas lors d'un cours de droit criminel à l'été 84, raconte-t-il. C'était l'époque où la Cour suprême du Canada rendait ses premières décisions basées sur la nouvelle Charte canadienne des droits et libertés, adoptée le 17 avril 1982. Il y avait tant à éclaircir et à comprendre, j'ai eu le coup de foudre pour le droit criminel.»

Lors de son stage de 2^e année, effectué à l'hiver 1985 auprès de M^e Pierre Poupart, il renforce sa nouvelle passion. «J'ai travaillé sur le dossier de l'extradition de deux anciens felquistes aux États-Unis, et j'ai eu l'opportunité de vivre aux premières loges le procès criminel devant juge et jury de Thomas Brigham, un Américain accusé d'avoir fait exploser une bombe à la gare centrale de Montréal, à l'été 84.»

Dès la fin de son baccalauréat et après avoir réussi l'examen du Barreau, en 1987, il s'associe à M^e Poupart, une association qui durera dix ans.

M^e Cournoyer a participé en 1992 à la fondation du Conseil canadien des avocats de la défense. La même année, il a publié avec son confrère Gilles Ouimet une version annotée du Code criminel. Il est l'un des rares avocats de la société civile à s'intéresser au droit militaire, ayant fait partie, notamment, du comité consultatif sur la justice militaire du Juge-Avocat général des Forces armées canadiennes de 1999 à 2002. Il a également enseigné à l'UQAM comme chargé de cours, de même qu'à McGill et à l'École du Barreau. Depuis 1999, il est associé au sein du cabinet Shadley Battista, s.e.n.c. Il travaille présentement avec un confrère à la rédaction d'un Code des professions annoté •

Guy Vadeboncoeur : une vie au musée

Pierre-Etienne Caza

«Mes passions pour l'histoire, l'éducation et la muséologie sont imbriquées et ont marqué ma vie professionnelle, même si j'ai eu un parcours atypique», affirme Guy Vadeboncoeur, conservateur en chef, directeur exécutif et directeur-général du Musée Stewart de l'Île Sainte-Hélène. Considéré par certains comme le père de l'éducation muséale au Québec, il est à la fois fier et surpris de l'honneur que lui fait la Faculté des sciences de l'éducation en lui décernant le Prix Reconnaissance UQAM 2007.

Guy Vadeboncoeur conserve d'excellents souvenirs de ses deux passages à l'UQAM, à plus de 30 ans d'intervalle. «J'y ai vécu de beaux moments, d'autant plus que j'y étais au tout début, en 1969», se rappelle-t-il. Il a, en effet, obtenu son baccalauréat spécialisé en enseignement secondaire de l'histoire en 1972, et son doctorat en éducation... en 2003! «Ce doctorat s'inscrivait dans la continuité de ma relation avec l'UQAM, qui ne s'est jamais démentie au fil des ans.» M. Vadeboncoeur fut d'ailleurs l'un des membres fondateurs du Groupe de recherche sur l'éducation et les musées (GREM).

«Je m'intéresse toujours aux activités du GREM, dit-il, et je conserve des liens avec la Faculté des sciences de l'éducation. Les étudiants du cours d'initiation à l'enseignement primaire, par exemple, viennent au musée afin de constater le potentiel

pédagogique de nos collections. Le musée accueille également quelques stagiaires de la maîtrise en muséologie chaque année, sans compter les professeurs d'études littéraires ou même de mathématiques qui nous rendent visite avec leurs étudiants.» Bref, l'UQAM n'est jamais bien loin.

D'un emploi d'étudiant... à grand patron!

M. Vadeboncoeur est à l'emploi du Musée Stewart depuis l'âge de 16 ans! «J'ai d'abord été embauché pour un emploi d'été, raconte-t-il. Le corps des cadets de l'armée recrutait des étudiants pour faire de l'animation militaire.» De 1965 à 1970, il a tour à tour été soldat, maître-canonier, puis capitaine de la Compagnie franche de la Marine, responsable, encore aujourd'hui, de l'animation historique au Fort de l'Île Sainte-Hélène, bâtiment principal du musée. «Cette expérience m'a permis de me familiariser avec la collection du musée et de satisfaire ma passion pour l'histoire de la Nouvelle-France», dit-il.

En 1971, alors qu'il ne lui reste que quelques cours pour terminer son baccalauréat et amorcer une carrière d'enseignant, il est le premier professionnel embauché par le musée, à titre d'archiviste des collections. «En plus de ma tâche, je m'occupais de recevoir les élèves lors des visites scolaires de mai et juin. J'ai donc rapidement été impliqué et interpellé par la mission éducative du musée. À l'époque, l'éducation muséale telle qu'on la connaît aujourd'hui n'exis-



Photo: Nancy Lessard

Guy Vadeboncoeur, lauréat du Prix Reconnaissance UQAM 2007 de la Faculté des sciences de l'éducation.

taut pas.»

De fil en aiguille, il accède à un poste de conservateur en 1974, puis de conservateur en chef en 1988. Il devient directeur associé en 1996 et, dix ans plus tard, directeur-général. «J'œuvre donc depuis plus de 35 ans dans un domaine pour lequel je n'ai pas été formé!», dit-il en riant.

D'autres batailles à livrer

Professionnellement parlant, Guy Vadeboncoeur a grandi avec le Musée Stewart, mais aussi avec l'ensemble du réseau des musées privés, qui représente plus de 95 % des musées du

Québec. «Mes collègues et moi avons été parmi les pionniers de la transformation de la Société des musées québécois, explique-t-il. Formée dans les années 50, elle regroupait à l'origine des amateurs. Au milieu des années 70, nous en avons fait un véritable regroupement professionnel.»

Au début des années 80, il a accepté un mandat à la présidence du conseil d'administration de la Société des musées québécois; il a répété l'expérience en 2005, pour un mandat prenant fin en octobre prochain. «J'ai accepté car il y a de nombreux défis à relever, le plus important étant le sous-financement chronique dont souffrent les musées québécois.»

Au Musée Stewart, les défis d'ordre financier de M. Vadeboncoeur s'ajoutent au souci d'offrir plus d'activités et de varier la programmation pour attirer plus de visiteurs. Bon an mal an, la clientèle du musée oscille autour de 75 000 visiteurs, surtout des touristes en visite durant l'été. «Plusieurs habitants de la grande région montréalaise nous perçoivent comme un musée n'offrant que des activités saisonnières s'adressant aux touristes ou aux étudiants, mais nous offrons tellement plus, plaide-t-il. Pas seulement l'été et l'hiver, mais à longueur d'année.» L'invitation est lancée! •

SUR INTERNET

www.diplomes.uqam.ca

Lutte contre le cancer : une histoire à suivre

Marie-Claude Bourdon

Depuis 1982 et la découverte d'un premier oncogène humain, c'est-à-dire d'un gène pouvant causer le cancer, la recherche sur le traitement de cette terrible maladie a complètement changé de cible, explique le professeur d'histoire des sciences Peter Keating. «Maintenant, au lieu de chercher des produits qui tuent les cellules cancéreuses, on essaie de bloquer le fonctionnement de la cellule, de figer la tumeur et d'empêcher son développement.»

Membre du Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST), Peter Keating s'intéresse à l'histoire des essais cliniques dans le domaine du cancer depuis les années 1950. «À l'époque, rappelle-t-il, l'arsenal thérapeutique contre le cancer comprend la chirurgie, pratiquée depuis le 19^e siècle, ainsi que la radiothérapie, qui existe depuis les années 1930, mais dont l'utilisation connaît une véritable explosion grâce à de nouveaux appareils beaucoup plus puissants. Avec la radiothérapie de haut voltage, les rayons pénètrent le corps et atteignent les tumeurs sans provoquer de brûlures dans les tissus superficiels.»

L'émergence de la chimio

En plus de ces technologies, qui demeurent les armes de premier choix dans le traitement de nombreux cancers, des observations effectuées sur des produits utilisés pendant la Deuxième Guerre mondiale, comme les gaz moutarde, vont mener, en 1946, à l'élaboration d'une nouvelle forme de traitement, la chimiothérapie. En 1955, un vaste programme de recherche subventionné par l'Institut national du cancer des États-Unis (NCI) est lancé. «Ce programme consiste à passer en revue toutes les substances chimiques existantes afin de déterminer leur potentiel pour détruire les cellules cancéreuses», note l'historien.

Les produits chimiques et biologiques passés au crible par les chercheurs sont d'abord testés sur des animaux de laboratoire, principalement des souris, pour déterminer leur toxicité et leur efficacité. C'est lorsque ces études précliniques sont suffisamment encourageantes qu'on passe aux essais cliniques sur des humains. Ces essais pratiqués dans de multiples hôpitaux à travers le monde peuvent impliquer 3 000 patients atteints du même type de cancer. «Les premiers succès réels sont atteints dans les années 60 avec le traitement de la leucémie infantile, rappelle Peter Keating. Puis, dans les années 70, on effectue une percée au niveau des tumeurs solides. Le traitement chimiothérapique, combiné à la radiothérapie, permet d'augmenter de 5 à 80 % la survie après cinq ans des patients atteints de la maladie de Hodgkin. En 1976, on fait la preuve que la chimiothérapie comme traitement adjuvant à la chirurgie, dans le cancer du sein, est efficace pour détruire les micro-métastases. C'est presque le même traitement qui est utilisé encore aujourd'hui.»

Jusqu'à la fin des années 1960,

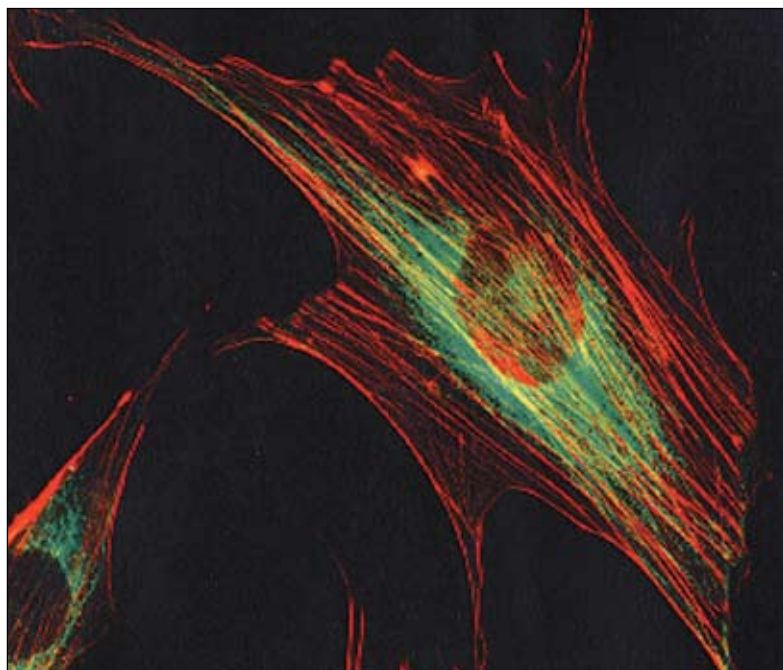


Image d'une cellule cancéreuse obtenue du professeur Borhane Annabi, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en Oncologie métabolique et moléculaire à l'UQAM.

environ 20 substances chimiques utiles sont découvertes. Quelques-unes s'ajoutent par la suite, mais en dehors

d'exceptions notables comme le tamoxifène, les nouvelles molécules ne font qu'apporter de légères améliorations

dans l'efficacité ou la réduction des effets secondaires pénibles entraînés par la chimiothérapie. «À partir de là, c'est Coke versus Pepsi, dit l'historien. Le système de criblage semble avoir atteint ses limites.»

Une nouvelle direction

La découverte des oncogènes et des processus biochimiques entraînant le cancer vont toutefois pousser la recherche clinique dans une nouvelle direction. «Il faut activer un certain nombre de gènes – disons 5 à 15 – pour provoquer un cancer, souligne Peter Keating. Il s'agit donc de processus complexes, impliquant de nombreuses réactions en chaîne. Mais à partir du moment où l'on comprend le rôle d'une protéine dans ce processus, on peut essayer de trouver une autre protéine capable de bloquer l'action de la première, empêchant ainsi le cancer de se développer.»

Quelques succès ont été enregistrés.

Le Gleevec, un inhibiteur de la tyrosine-kinase, une enzyme qui contrôle le développement des cellules cancéreuses de la leucémie myéloïde chronique (LMC), a permis de stopper la maladie chez 90 % des patients dans les essais entrepris au début des années 2000. Le Gleevec et ses analogues ont remplacé la transplantation de moelle osseuse comme traitement standard de la LMC. «Le plus extraordinaire, c'est que ces nouveaux traitements ne comportent pas d'effets secondaires, contrairement à la chimiothérapie», dit Peter Keating. Selon le professeur, ce n'est pas parce qu'on n'a pas réussi à vaincre le cancer que nos connaissances n'ont pas énormément progressé depuis les dernières décennies. «On travaille aujourd'hui au niveau moléculaire, au niveau des gènes, des enzymes et des protéines. On ne peut pas aller plus loin. S'il y a une réponse au cancer, c'est là qu'elle se trouve.» ●

Un ambassadeur en résidence à l'UQAM

Dominique Forget

Jules Savaria a représenté le Canada au Cameroun, au Tchad et en République centrafricaine, jusqu'à l'an dernier. Plus tôt dans sa carrière, il a été ambassadeur du Canada au Burkina Faso. Son parcours l'a aussi conduit aux ambassades de la Guinée et de République Démocratique du Congo; et bien sûr à Ottawa, où il a notamment dirigé la division Afrique et Moyen-Orient de l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI). Au cours de la prochaine année toutefois, c'est à l'UQAM, auprès de la Chaire UNESCO-Bell en communication et développement international, qu'il fera valoir son expertise.

«J'ai passé une bonne partie de ma carrière sur le terrain et j'ai été témoin des difficultés qui se posent lors du déploiement de projets de coopération, raconte Jules Savaria. Au vu de ces embûches, j'ai voulu m'arrêter, pour réfléchir aux conditions qui peuvent faire la différence entre le succès et l'échec d'un programme d'aide internationale.» L'ambassadeur a fait appel au programme Échanges Canada qui permet à des hauts fonctionnaires de passer un an au sein d'une institution d'enseignement supérieur. Il a choisi l'UQAM comme université d'accueil.

Les questions de communication pour le développement, un champ de recherche privilégié par la Chaire UNESCO-Bell, l'intéressent tout particulièrement. «Sur le terrain, j'ai constaté que les programmes d'aide étaient souvent mal expliqués et mal compris par les populations visées, note le diplomate. Cette carence peut expliquer, du moins en partie, l'échec de plusieurs interventions.»

Déclaration de Paris et communication

Avec la collaboration de Claude-Yves



Photo : Denis Bernier

Jules Savaria, ambassadeur en résidence.

Charron – vice-recteur aux Services académiques et au développement technologique et secrétaire d'Orbicom, le réseau international des chaires UNESCO en communication – et de Madga Fusaro – professeure au Département de management et technologie et titulaire de la Chaire UNESCO-Bell en communication et développement international – Jules Savaria travaille à monter son propre projet de recherche. L'objectif : mieux arrimer les principes de la Déclaration de Paris, signée en 2005, aux connaissances acquises dans le domaine de la communication pour le développement.

«À mon sens, la Déclaration de Paris dresse le portrait le plus achevé des conditions qui doivent être réunies pour déployer des projets d'aide efficaces, dit Jules Savaria.

Malheureusement, la question de la communication a été évacuée.»

Pays par pays

Au cours de la prochaine année, l'ambassadeur compte étudier les Documents stratégiques de réduction de la pauvreté de nombreux pays – l'adoption d'un tel document est exigée pour les pays qui veulent

bénéficier de l'aide internationale – pour voir s'ils intègrent des critères propres à la communication.

«Ces documents devraient prévoir des stratégies pour rejoindre non seulement les habitants des villes, mais de toutes les régions. Ils doivent tenir compte des obstacles comme l'analphabétisme. Ils doivent aussi prévoir des structures qui permettent aux habitants d'identifier eux-mêmes les problèmes qu'ils jugent prioritaires.»

Grâce aux efforts de chercheurs comme Claude-Yves Charron, beaucoup de résultats de recherche existent déjà sur les pratiques de communication qui s'appliquent ou non dans les pays en développement. Reste à les colliger, à les diffuser et à les appliquer. Le vice-recteur ne minimise pas pour autant les obstacles qui se dressent sur le chemin de la communication pour le développement. «Bon nombre de pays en développement opèrent sous des régimes autoritaires qui ne veulent pas céder de pouvoir décisionnel aux sociétés civiles», fait-il remarquer.

Jules Savaria souligne quand même que certains pays comme le Ghana, qui célèbre ces jours-ci le 50^e anniversaire de son indépendance, connaissent une liberté démocratique porteuse d'espoir. «Ces pays profiteraient assurément d'un agenda international pour l'efficacité de l'aide qui serait bonifié d'une stratégie de communication efficace.» ●

PUBLICITÉ

La persévérance aux cycles supérieurs

Pierre-Etienne Caza

Les taux d'abandon aux études de cycles supérieurs préoccupent les directions d'université. Selon une étude publiée en 2004 par le ministère de l'Éducation du Québec, 70,4 % des étudiants sortants d'un programme de maîtrise en 2001-2002 avaient en main leur diplôme, contre 53 % au doctorat. «Vouloir baisser les taux d'abandon présuppose qu'il n'y ait pas de raisons d'abandonner, mais il y en a un paquet!», s'exclame le professeur du Département d'histoire Yves Gingras, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en histoire et sociologie des sciences. Avec Brigitte Gemme, agente de recherche au Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST), il est l'auteur d'un article intitulé *Les facteurs de satisfaction et d'insatisfaction aux cycles supérieurs dans les universités québécoises francophones*, paru en septembre 2006 dans La revue canadienne d'enseignement supérieur, une publication bilingue de la Société Canadienne pour l'Étude de l'Enseignement Supérieur (SCÉES).

«L'abandon n'est pas un échec, renchérit Yves Gingras. Il y a une proportion d'étudiants aux cycles supérieurs qui ne sont pas à leur place, qui s'en aperçoivent et qui abandonnent. Ce constat n'est toutefois pas en contra-



Photo : Michel Giroux

L'agente de recherche Brigitte Gemme et le professeur Yves Gingras.

diction avec la volonté de comprendre les insatisfactions de ceux qui persévèrent et de se donner des critères pour mieux les encadrer, ce que nous avons tenté de cerner dans cet article.»

Résultat d'une enquête menée auprès de 1 000 étudiants ou diplômés à la maîtrise ou au doctorat dans les

universités québécoises francophones en 2003 et 2004, l'article rend compte des facteurs de satisfaction ou d'insatisfaction, à ne pas confondre avec les facteurs de réussite.

Un habitus à développer

Les deux chercheurs confirment

une donnée dévoilée auparavant par d'autres études: le processus de socialisation professionnelle est l'un des facteurs qui influence le plus la satisfaction des étudiants aux cycles supérieurs. «Au baccalauréat, les étudiants acquièrent une formation générale, alors que l'essence des études de 2^e et 3^e cycles est d'intégrer un ensemble de processus de recherche», explique Brigitte Gemme, qui poursuit présentement un doctorat au Centre de recherche sur l'enseignement supérieur de l'Université de Colombie-Britannique, à Vancouver. «Certains professeurs prennent pour acquis ces processus, qui incluent autant les aptitudes à la recherche que la recherche de financement ou la connaissance des méandres de la publication scientifique, mais ils doivent les transmettre aux étudiants, qui eux n'y connaissent pas grand chose», ajoute-t-elle. «Ces aptitudes informelles ne peuvent s'acquérir qu'en interaction privilégiée avec un professeur, un peu comme dans l'ancien temps, lorsque les menuisiers avaient des apprentis», illustre pour sa part Yves Gingras. Leur recherche démontre clairement que le professeur est, en effet, la figure centrale et essentielle du cheminement des étudiants aux cycles supérieurs.

L'importance de l'encadrement

Le choix du directeur, intimement lié

au choix du sujet de recherche, ainsi que la fréquence des rencontres et le contenu des échanges influencent grandement le niveau de satisfaction des étudiants. S'approprier un projet de recherche passionnant et pouvoir en discuter avec son directeur s'avère crucial. «Un bon sujet est d'abord un sujet bien délimité, circonscrit, et qui est réalisable dans les temps impartis, affirme Yves Gingras. Il ne faut pas hésiter à dire à un étudiant que son projet n'est pas réaliste si tel est le cas.» «Nous avons observé que le degré de satisfaction est clairement relié au sentiment de contribuer à la production de nouvelles connaissances et, surtout, à la publication des résultats de recherche, qui sont alors partagés et validés par les pairs», explique pour sa part Brigitte Gemme.

«Certains diront que tout cela va de soi, poursuit M. Gingras. Je pose alors la question: Qui laisse des étudiants se faire diriger par des professeurs qui encadrent trop d'étudiants et qui n'ont pas de temps à leur consacrer? Évidemment, le manque de professeurs à l'UQAM a un impact direct sur ce ratio. «Au premier cycle, on engage des chargés de cours et ça ne cause pas de problème, mais si l'on souhaite réellement augmenter la réussite aux cycles supérieurs,

Suite en page 11 ►

PUBLICITÉ

LUNDI 19 MARS

École des sciences de la gestion

«Journées carrières avec volet international», jusqu'au **21 mars** de 9h à 18h.

Pavillon des Sciences de la gestion, niveau métro.

Renseignements: Tobî Rodrigue

(514) 831-0448

tobi_rodrigue@hotmail.com

Service de placement ESG UQAM

Conférence: «Avez vous le profil d'un entrepreneur?», de 12h30 à 14h.

Conférencier: Michel Grenier, directeur du Centre d'entrepreneuriat ESG UQAM.

Pavillon des Sciences de la gestion, salle R-M160.

Renseignements:

Marie-Pierre Gauthier

(514) 987-3000, poste 8241

spesg@uqam.ca

www.spesg.uqam.ca/index.php

Département des communications

Table ronde: «Forces et faiblesses des différents modèles d'intégration du Royaume-Uni et du Québec», de 12h30 à 14h.

Nombreux conférenciers.

Pavillon Judith-Jasmin,

Salle des Boiseries (J-2805).

Renseignements:

Christian Agboblî

(514) 987-3000, poste 5091

agboblî.christian@uqam.ca

MARDI 20 MARS

Galerie de l'UQAM

Expositions: *Basculer* et *Les unités* de Frédéric Lavoie jusqu'au **31 mars** de 12h à 18h du mardi au samedi.

Pavillon Judith-Jasmin,

salle J-R120,1400, rue Berri

(Métro Berri-UQAM).

Renseignements: (514) 987-6150

galerie@uqam.ca

www.galerie.uqam.ca

GEIRSO-UQAM

Conférence-midi: «Des pratiques cliniques hospitalières au pluralisme urbain», de 12h30 à 14h.

Conférencière: Sylvie Fortin, anthropologue, Centre de recherche de l'hôpital Ste-Justine.

Pavillon Hubert-Aquin, salle A-1340.

Renseignements: Louise Rolland

(514) 987-0379

geirso@uqam.ca

www.geirsomedicaments.uqam.ca

CELAT-UQAM (Centre interuniversitaire sur les lettres, les arts et les traditions)

Conférence: «Prenons la ville!

Politisation de l'espace lors du sommet des Amériques», de 12h30 à 14h.

Conférencières: Caroline Désy, sociologue et Isabelle St-Amand, docteurante en études littéraires, UQAM.

279 Ste-Catherine est, 2^e étage, salle DC-2300.

Renseignements: Caroline Désy

(514) 987-3000, poste 1664

desy.caroline@uqam.ca

CERB (Centre d'études et de recherche sur le Brésil)

Midis Brésil brunché: «La gestion de l'information au service d'une gestion socialement responsable: le cas de l'entreprise brésilienne Amanco», de 12h30 à 14h.

Conférencière: Marlei Pozzebon,

HEC.

Pavillon Judith-Jasmin, salle J-1060.

Renseignements: Véronique Covanti

(514) 987-3000, poste 8207

brasil@uqam.ca

www.unites.uqam.ca/bresil

Laboratoire international d'étude multidisciplinaire comparée des représentations du Nord

Conférence nordiques 2007:

«Le Saguenay comme ancrage», de 14h à 16h.

Conférencière: Lise Tremblay, écrivaine.

Pavillon Judith-Jasmin, salle J-4225.

Renseignements: Daniel Chartier

imaginairedunord@uqam.ca

www.imaginairedunord.uqam.ca

Département de science politique

Table ronde: «La nouvelle sensibilité des intellectuels québécois. Libérale, critique ou conservatrice?», de 19h à 21h.

Nombreux conférenciers.

Pavillon Judith-Jasmin, Salle des Boiseries (J-2805).

Renseignements: Marc Chevrier

(514) 987-3000, poste 1396

chevrier.marc@uqam.ca

www.politis.uqam.ca

MERCREDI 21 MARS

Centre de design

Exposition: *BROSSE*, jusqu'au

8 avril, de 12h à 18h, du mercredi au dimanche.

Pavillon de design, salle DE-R200,

1440, rue Sanguinet

(Métro Berri-UQAM).

Renseignements: (514) 987-3395

centre.design@uqam.ca

www.unites.uqam.ca/design/centre/

Centre d'entrepreneuriat ESG-UQAM

Conférence: «Le marketing?», de 12h45 à 13h45.

Animateur: Michel Grenier,

directeur du Centre d'entrepreneuriat ESG-UQAM.

Pavillon des Sciences de la gestion, salle R-2155.

Renseignements: Maryse Tremblay

(514) 987-3000, poste 4395

entrepreneurship@uqam.ca

www.entrepreneuriat.uqam.ca

Capteur de rêves

Fébriloscope, le ciné-club de

l'UQAM: *Requiem pour un beau sans-cœur*, de 19h à 21h.

Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-1950.

Renseignements: Mathieu Dubois

(514) 987-3000, poste 7889

febriloscope@capteurdereves.org

www.capteurdereves.org/febriloscope/

ORBICOM

Conférence: «L'OACI et les transformations du transport aérien à l'heure de la mondialisation et du terrorisme», de 19h30 à 21h.

Conférencier: Lionel Alain Dupuis,

représentant permanent du Canada

au Conseil de l'OACI (Organisation

de l'aviation civile internationale).

Pavillon Judith-Jasmin, salle J-4352.

Renseignements: Gilles Gingras

(450) 672-8337

gingrassilles@videotron.ca

École supérieure de théâtre

Pièce de théâtre: *Histoire de nez*,

juqu'au **24 mars** à 20h et la matinée

du **23 mars** à 14h.

Texte: Alfonso Zurro; mise en scène

et adaptation: Mathieu Marleau.

Pavillon Judith-Jasmin, Studio

théâtre Alfred-Laliberté (J-M400).

Renseignements: Denise Laramée

(514) 987-4116

laramee.denise@uqam.ca

www.estuqam.ca

JEUDI 22 MARS

Département des communications

Colloque étudiant interuniversitaire en communication: «Territoirs émergents», jusqu'au **23 mars** de 9h à 20h.

Centre d'archives de Montréal, 535 Viger (coin St-Hubert, métro Champ-de-Mars).

Renseignements:

(514) 987-3000, poste 6747 ou

(514) 873-1100

territoireemergents@gmail.com

territoireemergents.uqam.ca

CRISES (Centre de recherche sur les innovations sociales)

Conférence publique: «L'innovation sociale dans la régulation postfordiste: une option face au néolibéralisme», de 10h à 12h.

Conférencier: Frank Moulaert,

University of Newcastle upon Tyne,

Royaume-Uni.

Pavillon Saint-Denis, salle AB-2210.

Renseignements: Mélanie Fontaine

Fontaine.melanie@uqam.ca

www.crisis.uqam.ca

IEIM (Institut d'études internationales de Montréal)

Conférence: «La Cour européenne des droits de l'Homme: trop ambitieuse ou pas assez?», de 12h30 à 14h.

Conférencier: Luzius Wildhaber,

président sortant de la Cour euro-

PUBLICITÉ

péenne des droits de l'Homme.
Pavillon Judith-Jasmin, Salle des Boiseries (J-2805).

Renseignements: Anik Veilleux
(514) 987-3000, poste 1663
veilleux.anik@uqam.ca
www.ieim.uqam.ca

UQAM Générations

Conférence: «La réforme du système de santé: un devoir de réussite!», de 13h30 à 15h30.

Conférencier: André-Pierre Contandriopoulos, UdeM. Auditorium de la Grande bibliothèque de Montréal.

Renseignements: Chantal Lebeau
(514) 987-7784
uqam.generations@uqam.ca
www.generations.uqam.ca

SVE-Les Réseaux socioprofessionnels

«Soirée rencontre acteurs culturels», de 17h30 à 20h.

Conférencières: Diane Chevalier, Maison théâtre; Evelyne Chagnon, Théâtre Hector-Charland à l'Assomption.
Pavillon Judith-Jasmin, Salle des Boiseries (J-2508).

Renseignements: Carine Gendron
assistant_arc@yahoo.ca
reseauarc.uqam.ca

Passerelle 840 du Département de danse

Exposition chorégraphique: *De rien*, jusqu'au 25 mars de 18h à 18h45.
Chorégraphes et interprètes: Malika Djardi et Marie-Aline Villard; création musicale: Malika Djardi et Pere Solé; conseillère artistique: Sylvie Pinard; conceptrice d'éclairage: Audray De Serres; graphistes: Malika Djardi et Marie-Aline Villard.
Pavillon de danse, salle Piscine Théâtre.

Renseignements:
Marie-Aline Villard et Malika Djardi
(514) 843-3580 ou (514) 849-1964
marie-aline.villard@voila.fr ou malika.djardi@gmail.com
passerelle840.ca

VENDREDI 23 MARS

GRAVE-ARDEC (Groupe de recherche sur la victimisation des enfants - Alliance de recherche pour le développement des enfants dans leur communauté)

Conférence: «Jeunes mères état-limite: enjeux cliniques et données de recherche», de 9h30 à 12h.

Conférenciers: Lise Laporte, Institut de recherche pour le développement social des jeunes (IRDS); Hugues Vigneau, Centre hospitalier Pierre-Boucher.
Pavillon Hubert-Aquin, Amphithéâtre (A-M050).

Renseignements: Catherine Adam
(514) 987-3000, poste 4748
adam.catherine@uqam.ca
www.graveardec.uqam.ca

LUNDI 26 MARS

CRISES

Conférence: «Repenser la solidarité: les nouveaux défis du lien social», de 12h à 14h.

Conférencier: Serge Paugam, directeur de recherche CNRS, Centre Maurice Halbwachs et responsable

de l'Equipe de Recherche sur les Inégalités sociales (ERIS).
Pavillon Athanase-David, salle D-R200.

Renseignements: Mélanie Fontaine
Fontaine.melanie@uqam.ca
www.crisis.uqam.ca

Institut des sciences cognitives

Conférence: «Human Populations and their Languages: How Tree-Like is their Diversification?», de 14h à 17h.

Conférenciers: Bernard Comrie, Institute for Evolutionary Anthropology, Leipzig, Allemagne; William Durham, University Stanford, Californie.

Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-1950.

Renseignements:

Guillaume Chicoisne
(514) 987-3000, poste 4374
chicoisne.guillaume@uqam.ca
www.isc.uqam.ca

Département de psychologie

«Séminaire: Les destins de la pulsion de mort», de 19h à 21h.

Animatrice: Louise Grenier, Département de psychologie.

Pavillon J.-A.-DeSève, salle Café Aquin (A-2030).

Renseignements: Louise Grenier
(514) 987-4184
gepi.psa.@internet.uqam.ca

MARDI 27 MARS

Réseau Études Féministes

Journée Carrière: «Le genre et la coopération internationale», de 12h30 à 19h.

Conférencières: Marie Pascaline, Menono-UNIFEM; Francine Shelton, UNICEF; Marie-Josée Surpris, OXFAM, etc.

Pavillon Athanase-David, salle D-R200.

Renseignements: Carolina Iacovino
(514) 987-3000, poste 4379
assistant_etudesfeministes@yahoo.ca

CELAT-UQAM

Conférence: «La (non) patrimonialisation des villes de Kaliningrad (Russie, ancien Königsberg) et Bratislava (Slovaquie, ancienne Presbourg)», de 12h30 à 14h.

Conférencier: Thomas Coomans de Brachène, Vrije Universiteit Brussel.
Pavillon 279 Sainte-Catherine Est, salle DC-2300.

Renseignements: Caroline Désy
(514) 987-3000, poste 1664
desy.caroline@uqam.ca

MERCREDI 28 MARS

École supérieure de théâtre

Pièce de théâtre: *Eddy F. de pute*, jusqu'au 31 mars à 20h et matinée du 30 mars à 14h.

Texte: Jérôme Robart; mise en scène: Fabien Fauteux.

Pavillon Judith-Jasmin, Studio d'essai Claude-Gauvreau (J-2020).

Renseignements: Denise Laramée
(514) 987-4116
laramee.denise@uqam.ca
www.estuqam.ca

Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal

Table ronde: «Les héros et l'histoire: le rôle des personnages historiques dans les musées», de 14h à 16h30.

Nombreux conférenciers.

Pavillon Athanase-David, salle D-R200.

Renseignements:

Isabelle Bisson-Carpentier
(514) 987-3000, poste 5022
bisson-carpentier.isabelle@uqam.ca

CEF (Centre d'études de la forêt)

1^{er} colloque annuel du Centre d'étude de la forêt, jusqu'au 30 mars. Programme disponible sur le site

Web du CEF: www.cef-cfr.ca/
Complexe des sciences Pierre-Dansereau de l'UQAM.

Renseignements: Luc Lauzon
lauzon.luc@uqam.ca
www.cef-cfr.ca/

Faculté de science politique et de droit

Discussion autour de la décision récente de la Cour Suprême du Canada sur la Loi de l'immigration concernant les certificats de sécurité, avec Maîtres Johanne Doyon et Dominique Larochelle qui ont défendu Adil Charakoui, de 18h à 20h.
Foyer Salle Marie-Gérin-Lajoie (J-M400).

Grand public 20\$
Étudiants de l'UQAM 10\$
Réservations obligatoires avant le 23 mars, 12h.

Renseignements: (514) 987-6173
fspd@uqam.ca

TÉLUQ

Conférence: «Ce que les médias nous racontent... et que nous redemandons!», de 19h à 20h30.

Conférencier: Lise Chartier, chercheuse au Laboratoire d'analyse de presse Caisse Chartier (rattaché à la Chaire en relations publiques de l'UQAM).

TÉLUQ, salle SU-1550.

Renseignements: Denis Gilbert
1-800-463-4728, poste 5282
dgilbert@teluq.uqam.ca
www.teluq.uqam.ca/siteweb/actualites/pilot/pages/2007-03-12.html

JEUDI 29 MARS

CRILCQ (Centre de recherche interuniversitaire sur la littérature et la culture québécoises)

Colloque international: «La chanson au fil du temps: histoire, mémoire, nostalgie», jusqu'au 30 mars de 8h30 à 18h.

Nombreux conférenciers.
Pavillon Judith-Jasmin, Salle des Boiseries (J-2805).

Renseignements: Bizzoni Lise
(514) 987-3000, poste 2237
crilcq@uqam.ca
www.crilcq.org

École des sciences de la gestion

Conférence: «Beauté, esthétique et tourisme», de 12h à 13h45.

Conférenciers: Charles Lapointe, Tourisme Montréal; Dinu Bumbaru, Héritage Montréal.

Pavillon Athanase-David, salle D-R200.

Renseignements:

Gaëlle Géraldine Prigent
(514) 987-3000, poste 2277
prigent.gaelle@uqam.ca
www.chairedetourisme.uqam.ca/

Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand

Conférence: «Immigration, identité, citoyenneté: nouveaux enjeux frontaliers dans les Amériques», de 12h30 à 18h.

Conférenciers: Micheline Labelle, UQAM; Greg Robinson, UQAM; Junichiro Koji, Université d'Ottawa; Richard S. Conley, Université de Floride.

Pavillon Hubert-Aquin, salle A-1715.

Renseignements: Katia Gagné
(514) 987-3000, poste 8228
gagne.katia@uqam.ca
www.dandurand.uqam.ca

UQAM Générations

Conférence: «L'évolution de la Chine est-elle une menace?», de 13h30 à 15h30.

Conférencier: André Laliberté, UQAM.

Pavillon Maisonneuve, salle B-R200.

Renseignements: Chantal Lebeau
(514) 987-7784

uqam.generations@uqam.ca
www.generations.uqam.ca

VENDREDI 30 MARS

UQAM Générations

«Journée philosophique», de 10h à 16h.

Animateurs: Yvon Simard, professeur retraité de philosophie et Réginald Trépanier, cadre retraité, UQAM.

Pavillon Maisonneuve, salle B-R200.

Renseignements: Chantal Lebeau
(514) 987-7784

uqam.generations@uqam.ca
www.generations.uqam.ca

CIRST (Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie)

Conférence: «Ce que l'étude des citations nous apprend sur l'organisation de la recherche», de 12h30 à 14h.

Conférenciers: Éric Archambault, Science-Métrieux et Vincent Larivière, Observatoire des sciences et des technologies.

Pavillon Thérèse-Casgrain, salle W-3235.

Renseignements:

Marie-Andrée Desgagnés
(514) 987-4018
cirst@uqam.ca
www.cirst.uqam.ca

Formulaire Web

Pour nous communiquer les coordonnées de vos événements, veuillez utiliser le formulaire à l'adresse suivante:

www.uqam.ca/evenements
10 jours avant la parution.

Prochaines parutions:

2 et 16 avril 2007.

PUBLICITÉ

Chantal Du Pont, exploratrice des territoires intimes

Claude Gauvreau

Le Festival international du film sur l'art (FIFA) de Montréal vient de rendre hommage à celle qui, le printemps dernier, recevait du Conseil des arts du Canada le Prix Bell Canada d'art vidéographique pour l'ensemble de sa carrière et son rayonnement dans la communauté artistique. Chantal Du Pont, vidéaste et professeure à l'École des arts visuels et médiatiques, a vu plusieurs de ses œuvres être primées dans divers festivals, non seulement au Québec et au Canada mais aussi en France, en Belgique, au Portugal et en Colombie.

Le FIFA a présenté six de ses vidéos réalisées entre 1992 et 2007. Le passage du temps et son impact sur les lieux, les gens, les émotions et le corps est l'un des thèmes récurrents du tra-

vail de Chantal Du Pont. Peintre avant d'être vidéaste, elle se sert de sa caméra, mobile et curieuse, pour «saisir la fragilité de l'instant: une ombre sur un mur, la puissance d'une lumière, une ride sur un visage ou des mains au repos», souligne Nicole Gingras qui était commissaire de l'événement-hommage organisé par le FIFA.

Filmer le corps comme un paysage

Chantal Du Pont est fascinée par les «territoires intimes» que sont une maison, un journal personnel, une photographie, une lettre d'amour ou un objet conservé depuis des années. Territoires qui sont aussi ceux de l'identité et de la mémoire. «J'aime revisiter les images du passé dont la mémoire nous porte vers l'avenir», dit-elle. Ainsi, *Lettres de souvenance*,

vidéo réalisée en 1996, met en scène la correspondance entre deux femmes et le développement de leur amitié entre Montréal et Barcelone. Deux histoires jaillissent des images et souvenirs de leurs parents et de leurs amours. Elles s'entrecroisent, se répondent et s'interpellent, alors que le passé s'inscrit dans le présent et que le quotidien réécrit la mémoire.

Le travail de Chantal Du Pont porte aussi sur la vulnérabilité et les métamorphoses du corps, comme dans le journal vidéo *Du front tout le tour de la tête* qui lui a valu, en 2001, le Prix de la création artistique du Conseil des arts et des lettres du Québec. L'artiste s'y est filmée elle-même alors qu'elle subissait un traitement choc pour soigner une grave maladie. Hymne à la vie et questionnement sur la fragilité de l'existence, l'œuvre regroupe une série d'autoportraits où la vidéaste soumet son corps et sa tête à diverses transformations à travers des gestes physiques et en utilisant des objets (liés à l'enfance) et des végétaux (feuilles, branches). Elle illustre comment la maladie contribue à brouiller les certitudes identitaires. «Auparavant, je filmais des corps dans des paysages. Puis, au fil du temps, c'est le corps lui-même qui est devenu paysage», souligne-t-elle.

L'amour dans le cyberspace

La vidéaste est présentement à la tête du Groupe de recherche sur les nouvelles formes narratives qui réunit des chercheurs-créateurs de l'UQAM et Concordia, tous rattachés à l'Institut de recherche/création en arts et technologies médiatiques (Hexagram) et



Photo: Nathalie St-Pierre

Chantal Du Pont, vidéaste et professeure à l'École des arts visuels et médiatiques.

au Centre interuniversitaire en arts médiatiques (CIAM). Ils étudient l'impact du numérique sur la représentation du temps et de l'espace dans la création de nouvelles formes narratives audio et vidéo. Les résultats de leurs travaux seront publiés dans un ouvrage, *Dispositifs audio-vidéo et enjeux narratifs*, dont le lancement aura lieu en mai prochain.

L'avènement du numérique a transformé le processus de création, soutient Mme Du Pont. «Alors que le récit a été conçu traditionnellement

comme un parcours linéaire, un grand nombre d'œuvres réalisées à l'aide des nouvelles technologies abordent aujourd'hui la structure narrative du récit dans sa discontinuité spatio-temporelle, engendrant la fragmentation et la non-linéarité.»

C'est dans cet esprit qu'elle a créé récemment, en collaboration avec d'autres chercheurs et des programmeurs, le site *Web recyclamour.com* qui consiste à archiver et recycler de vraies histoires d'amour, recueillies auprès d'Internauts qui les racontent au moyen de textes, de sons et d'images. «Le plan du site s'apparente à la cartographie d'une ville avec ses rues et ses carrefours et a été conçu à partir de la métaphore du cimetière comme lieu de mémoire, de collecte et d'entreposage des histoires d'amour», explique l'artiste. Le visiteur a alors accès à trois types de terrains pour y déposer son histoire: ceux des amours perdus, des amours impossibles et des anecdotes amoureuses. Il peut aussi naviguer d'un récit à l'autre et en recycler des fragments pour créer de nouvelles histoires où s'entremêlent le vrai et le faux.

Cette œuvre singulière, basée sur un mode de création interactif, traduit bien la conception que Chantal Du Pont se fait de l'art: «un acte de partage avec le public dans lequel on laisse des traces de soi.» ●



Lettres de souvenance, vidéo réalisé en 1996.

► PERSÉVÉRANCE – Suite de la page 8

on doit engager plus de professeurs pour encadrer les étudiants», plaide M. Gingras, qui espère que les recommandations formulées dans le cadre de l'article seront entendues par les personnes concernées.

Le financement

Sans surprise, les étudiants titulaires d'une bourse d'un organisme subventionnaire québécois ou canadien (FQRSC, FQRSNT, FRSQ, CRSH, CRSNG, IRSC) sont nettement plus satisfaits de leur expérience que ceux qui n'en ont pas obtenu, lit-on dans

l'article. «Notre échantillon n'était pas représentatif car la moitié était constituée de boursiers, explique toutefois Yves Gingras. Une autre étude permettrait sans doute de nuancer et de faire ressortir que le soutien le plus profitable est plutôt le financement sous forme de travail d'assistant de recherche ou d'auxiliaire d'enseignement, puisqu'il agit en plus comme vecteur de socialisation professionnelle. Un étudiant boursier laissé à lui-même à la maison ne profite pas de l'effervescence et de la synergie propre au milieu intel-

lectuel qu'est l'université.» Les deux chercheurs persistent et signent: la question du financement repose en majeure partie sur les épaules du directeur de recherche, qui doit renseigner et accompagner ses étudiants dans leurs démarches.

L'article est accessible sur le site de la Chaire de recherche du Canada en histoire et sociologie des sciences ●

SUR INTERNET

www.chss.uqam.ca

Cool... votre bibliothèque?

Sondage du 19 mars au 1er avril 2007

Le Service des bibliothèques encourage les professeurs, étudiants membres du personnel et autres usagers des bibliothèques à participer à un sondage électronique du 19 mars au 1^{er} avril.

Le but de ce sondage est de connaître les attentes, mesurer le niveau de satisfaction à l'égard des bibliothèques et établir les meilleures façons d'améliorer les services offerts aux usagers. Il faut environ 10 minutes pour répondre au sondage que l'on trouve à l'adresse Web suivante: www.bibliotheques.uqam.ca/informations/quoi_neuf/libqual.html

En répondant au sondage, les participants courent la chance de gagner un iPod Nano 2 go.

PUBLICITÉ

PUBLICITÉ